



## Commune de Rue

# REGLEMENT DES CIMETIERES

Le Conseil général de Rue,

**vu**

- *la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (loi sur la santé) ;*
- *l'arrêté du 5 décembre 2000 sur les sépultures (l'arrêté) ;*
- *la loi du 4 février 1972 sur le domaine public ;*
- *la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) ;*

**édicte**

## DISPOSITIONS GENERALES

**But**

### **Article premier**

<sup>1</sup>Le présent règlement a pour but de régler les questions relatives à la police des cimetières des anciennes communes de Rue et Promasens, lieux d'inhumation officiels des habitants de la commune de Rue. Le cimetière du secteur Promasens de la commune de Rue est également le lieu d'inhumation officiel des communes d'Auboranges et Ecublens, qui forment avec la commune de Rue, pour ledit cimetière, le cercle d'inhumation de Promasens. Les rapports entre les communes d'Auboranges, Ecublens et Rue sont réglés par convention.

<sup>2</sup>Le cimetière de la commune de Chapelle est également le lieu d'inhumation officiel des communes de Chapelle et Rue qui forment, pour ce cimetière, le cercle d'inhumation de Chapelle. Les habitants de la commune de Rue, et plus particulièrement les habitants du secteur Gillarens de la commune de Rue, peuvent dès lors aussi être admis dans le cimetière de la commune de Chapelle. Les rapports entre les communes de Chapelle et Rue sont réglés par convention.

<sup>3</sup>Peuvent également y être ensevelies les personnes domiciliées et décédées hors du territoire des communes susmentionnées, dont le transfert a été admis par la Préfecture de la Glâne.

**Surveillance Article 2**

L'administration et la surveillance des cimetières sont de la compétence du Conseil communal.

**Police**

**Article 3**

<sup>1</sup>Les cimetières sont ouverts au public.

<sup>2</sup>L'ordre, la décence et la tranquillité doivent être respectés dans leur enceinte.

<sup>3</sup>Défense est faite d'endommager les tombes et les monuments, les fleurs et les plantes d'ornement, ainsi que d'y introduire ou d'y laisser courir les animaux.

## ORGANISATION

**Organisation  
du cimetière**

**Article 4**

<sup>1</sup>Le Conseil communal décide l'organisation des cimetières en ligne, fixe l'emplacement des sépultures et ordonne la préparation de celles-ci.

<sup>2</sup>Toutes les personnes âgées de plus de 10 ans sont ensevelies à la ligne.

<sup>3</sup>Les enfants de moins de 10 ans sont ensevelis dans le secteur réservé.

<sup>4</sup>Le Conseil communal organise le dépôt des urnes cinéraires dans le columbarium, dans l'ordre chronologique.

<sup>5</sup>Le jardin du souvenir accueille les cendres des personnes qui le souhaitent.

**Dimensions**

**Article 5**

<sup>1</sup>Les tombes d'adultes doivent avoir les dimensions suivantes:

- longueur (extérieur de la bordure) 160 cm
- largeur (extérieur de la bordure) 70 cm
- profondeur (art. 6 al. 2 de l'arrêté) 175 cm
- hauteur maximale du monument 150 cm

<sup>2</sup>Les tombes d'enfants doivent avoir les dimensions suivantes:

- longueur (extérieur de la bordure) 120 cm
- largeur (extérieur de la bordure) 50 cm
- profondeur (art. 6 al. 2 de l'arrêté) 175 cm
- hauteur maximale du monument 90 cm

**Distances**

**Article 6**

<sup>1</sup>La distance entre les monuments doit être de 40 cm.

<sup>2</sup>La largeur des allées est de 80 cm.

**Fichier**

**Article 7**

La commune tient à jour un fichier des sépultures et des urnes. Celui-ci mentionne le nom et le prénom de la personne ensevelie ou incinérée, l'année de naissance et celle du décès, le statut de la sépulture et sa validité dans le temps, l'adresse de la succession responsable (ci-après : la succession), les taxes et les droits facturés.

## INHUMATION

### **Fossoyeurs**

#### **Article 8**

<sup>1</sup>La commune désigne les fossoyeurs chargés de creuser les tombes conformément aux articles 4 à 6 du présent règlement.

<sup>2</sup>Sitôt après la cérémonie d'ensevelissement, les fossoyeurs referment la sépulture et, le cas échéant, disposent les fleurs et placent le symbole religieux.

### **Pose d'un monument**

#### **Article 9**

<sup>1</sup>La pose d'un monument ne peut avoir lieu que 10 mois au moins après l'inhumation.

<sup>2</sup>Le monument devra être conforme aux dimensions prescrites à l'article 5 du présent règlement.

### **Entretien des tombes**

#### **Article 10**

<sup>1</sup>L'entretien et l'ornementation des tombes incombent à la succession.

<sup>2</sup>Les débris, fleurs sèches, mauvaises herbes, les papiers et rubans, doivent être déposés aux endroits prévus à cet effet.

### **Entretien des monuments**

#### **Article 11**

<sup>1</sup>Lorsqu'un monument est détérioré ou menace de s'écrouler, la succession doit le faire réparer ou l'enlever dans un délai de 30 jours après l'avertissement donné par le Conseil communal.

<sup>2</sup>Si aucune suite n'est donnée à l'invitation tendant à garantir notamment la sécurité du monument et/ou son esthétique, le Conseil communal peut faire enlever le monument.

### **Dépôt d'urnes cinéraires**

#### **Article 12**

<sup>1</sup>Lors d'incinérations, les urnes cinéraires peuvent être placées dans le columbarium.

<sup>2</sup>Elles peuvent également être déposées dans une tombe existante, sans en prolonger la durée d'inhumation.

### **Entretien à charge de la commune**

#### **Article 13**

La ou les communes concernées assurent l'entretien des allées, du columbarium et celui des tombes dont le défunt n'a pas ou plus de succession.

## DESAFFECTATION

### **Durée**

#### **Article 14**

### **d'inhumation**

<sup>1</sup>La durée d'inhumation est de 20 ans au moins (art. 6 al. 3 de l'arrêté) pour les tombes et les urnes.

<sup>2</sup>Le Conseil communal peut tolérer le maintien de sépultures échues aussi longtemps qu'il ne doit pas disposer de ces emplacements. Les obligations d'entretien demeurent alors à la succession.

### **Désaffectation**

#### **Article 15**

<sup>1</sup>Après 20 ans, sur avis du Conseil communal, la succession doit procéder à l'enlèvement du monument. Pour les tombes ayant plusieurs personnes ensevelies, est prise en considération la date de la dernière inhumation.

<sup>2</sup>La succession ne pouvant procéder à l'enlèvement du monument peut s'adresser au Conseil communal, qui fait exécuter le travail et le facture à la succession.

<sup>3</sup>Il est interdit de déposer les monuments désaffectés dans l'enceinte du cimetière.

<sup>4</sup>Les urnes dont la durée de dépôt est échue sont retirées du columbarium ou de la tombe où elles étaient placées, après avis à la succession. Celle-ci peut en prendre possession. A défaut, les cendres seront déposées à l'endroit prévu à cet effet.

## TARIFS

### **Creusage**

#### **Article 16**

### **des tombes**

<sup>1</sup>Les fossoyeurs sont rémunérés par la commune.

<sup>2</sup>L'émolument, fixé à fr. 500.— pour le creusage d'une tombe d'adulte, est facturé par la commune à la succession.

<sup>3</sup>Le creusage des tombes d'enfants est exempt de tout émolument.

<sup>4</sup>Concernant le cercle d'inhumation de Promasens, les rapports entre les communes d'Auboranges, Ecublens et Rue -y compris les taxes- sont réglés par convention. De même, concernant le cercle d'inhumation de Chapelle, les rapports entre les communes de Rue et Chapelle -y compris les taxes- sont réglés par convention.

**Dépôt d'urnes Article 17**

<sup>1</sup>La taxe pour le dépôt d'une urne d'une personne de plus de 10 ans dans le columbarium est fixée à fr. 750.—. Elle comprend le coût de la gravure et la pose de la plaquette mentionnant les noms, prénoms et années de naissance et de décès du défunt.

<sup>2</sup>Le dépôt d'une urne d'enfant de moins de 10 ans est exempt de taxe.

<sup>3</sup>L'émolument pour la mise en place d'une urne dans le columbarium ou dans une tombe existante par les services communaux est fixé à fr. 50.—.

<sup>4</sup>Le dépôt de cendres au jardin du souvenir est exempt de toute taxe et émolument.

<sup>5</sup>Concernant le cercle d'inhumation de Promasens, les rapports entre les communes d'Auboranges, Ecublens et Rue -y compris les taxes- sont réglés par convention. De même, concernant le cercle d'inhumation de Chapelle, les rapports entre les communes de Rue et Chapelle -y compris les taxes- sont réglés par convention.

**Taxe d'entrée Article 18**

<sup>1</sup>Il est perçu une taxe d'entrée de fr. 1'000.— pour les personnes non domiciliées dans la commune ou dans une commune du cercle d'inhumation. Celle-ci est facturée par la commune à la succession.

<sup>2</sup>Pour les défunts dont les parents (ascendants directs: père ou mère) sont domiciliés dans la commune ou dans une commune du cercle, la taxe d'entrée est fixée à fr. 500.—.

<sup>3</sup>Les taxes prévues aux alinéas 1 et 2 sont dues tant pour un ensevelissement que pour le dépôt d'une urne dans le columbarium.

<sup>4</sup>Concernant le cercle d'inhumation de Promasens, les rapports entre les communes d'Auboranges, Ecublens et Rue -y compris les taxes- sont réglés par convention. De même, concernant le cercle d'inhumation de Chapelle, les rapports entre les communes de Rue et Chapelle -y compris les taxes- sont réglés par convention.

**Intérêts de retard Article 19**

Toute taxe ou émolument non payé dans les délais porte intérêt au taux pratiqué par la Banque cantonale de Fribourg pour les hypothèques du premier rang.

## PENALITES ET MOYENS DE DROIT

### **Amendes**

#### **Article 20**

<sup>1</sup>Celui qui contrevient aux articles 3, 9, 10 et 11 du présent règlement est passible d'une amende de fr. 20.— à fr. 1'000.—, prononcée par le Conseil communal, selon la gravité du cas.

<sup>2</sup>La procédure est réglée par l'article 86 LCo.

### **Voies de droit**

#### **a) réclamation auprès du Conseil communal**

#### **Article 21**

<sup>1</sup>Les décisions prises par le Conseil communal ou un organe subordonné au Conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du Conseil communal dans les trente jours dès la notification de la décision (art. 103 du Code de procédure et de juridiction administrative, CPJA ; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

<sup>2</sup>La réclamation doit être écrite et motivée et contenir les conclusions du réclamant. Celui-ci indique également les moyens de preuve et joint les documents utiles en sa possession.

<sup>3</sup>Pour les amendes, l'article 86 al. 2 LCo demeure réservé.

#### **b) recours au préfet**

#### **Article 22**

Les décisions sur réclamation du Conseil communal, y compris celles ayant trait aux taxes ou émoluments, sont sujettes à recours auprès du préfet dans les trente jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

### **Concessions Article 23**

<sup>1</sup>Les concessions accordées avant l'entrée en vigueur du présent règlement restent valables jusqu'à leur échéance.

<sup>2</sup>Elle ne seront pas renouvelées. Aucune réservation ne sera acceptée.

<sup>3</sup>Les concessions existantes, dont la durée n'a pas été déterminée par l'acte de concession, s'éteindront 80 ans après leur octroi (art. 63 de la Loi sur le domaine public).

### **Abrogation**

#### **Article 25**

Les dispositions antérieures et contraires au présent règlement sont abrogées.

### **Entrée**

#### **Article 26**

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de la santé et des affaires sociales.

## ADOPTION ET APPROBATION

Adopté par le Conseil général de Rue, le 7 décembre 2006

Marinette Boillat Chatton, secrétaire

Marie-Josée Richoz, présidente

Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales

Fribourg, le 9 février 2007